



**ARRETE MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MORILLON      N° 108/2021**  
**PORTANT AUTORISATION DE TRAVAUX SUR**  
**LA ROUTE DE CLUSES RD4**

Le Maire de la commune de Morillon,  
VU le Code de la Route et notamment son article L411-1, définissant les pouvoirs des Préfets, des Présidents de Conseils Départementaux et des Maires,  
VU l'article L. 131-3 du Code de la Voirie Routière,  
VU l'arrêté du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,  
VU l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU les articles L2213-2 et L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU l'arrêté n°80/2016 du 29 novembre 2016 réglementant l'utilisation des poteaux incendie,  
VU la demande en date du 26 octobre 2021 de l'entreprise COLAS France Bonneville –sise chez SOGELINK TSA 70011 69134 DARDILLY représentée par Monsieur Laurent NICOLAS, pour effectuer des travaux de mise à la cote et changement de tampons sur la Route de Cluses, RD4  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers sur la Route de Cluses, RD4, au niveau de son intersection avec la Route des Champs, au niveau du N° d'adressage 409 (La Pusaz) Route de Samoëns, ainsi qu'au niveau du N° 941 Route de Samoëns, afin que l'entreprise COLAS Bonneville puisse intervenir pour effectuer les travaux de mise à la cote et changement de tampons.

**ARRETE**

- Article 1 :** L'entreprise COLAS Bonneville est autorisée à effectuer des travaux de mise à la cote et changement de tampons sur la Route de Cluses, RD4, au niveau de son intersection avec la Route des Champs, au niveau du N° d'adressage 409 (La Pusaz) Route de Samoëns, ainsi qu'au niveau du N° 941 Route de Samoëns, pour **une période allant du lundi 08 novembre 2021 au mercredi 10 novembre 2021 de 8h00 à 17h30.**
- Article 2 :** Du fait des travaux, la circulation ne sera pas interrompue mais régulée par feux tricolores à l'avancement du chantier. Le dépassement sera interdit sur toute la longueur du chantier et la vitesse sera limitée à 30km/h.
- Article 3 :** L'entreprise COLAS Bonneville a la responsabilité de la signalisation réglementaire de son chantier qui devra être conforme aux prescriptions en vigueur, de la mise en place de la signalisation et sera responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait des travaux.
- Article 4 :** L'entreprise doit assurer la propreté de la voie communale à proximité du chantier par tous moyens permettant le balayage et /ou le lavage de la route.  
Toute prise d'eau sur poteau incendie est interdite.
- Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.  
Dans cette hypothèse, le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois à compter de la réponse explicite de l'auteur ou de la réponse implicite de l'auteur, laquelle intervient deux mois après le recours gracieux.

**Article 6 :** Monsieur le Maire de Morillon est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- ☞ Monsieur l'adjudant-chef de la gendarmerie de Taninges-Samoëns,
- ☞ Monsieur le Chef du CERD Taninges-Samoëns
- ☞ Monsieur le Chef de centre de secours de Samoëns,
- ☞ L'entreprise COLAS France Agence de Bonneville,
- ☞ Le Responsable des Services Techniques de la Commune de Morillon,
- ☞ Registre des arrêtés,
- ☞ Affichage en mairie.

Fait à Morillon, le 27 octobre 2021

Le Maire

Par délégation, le 1<sup>er</sup> Conseiller municipal délégué aux travaux,

Jean-Philippe PINARD



PO le Maire,  
Et par délégation,  
le Conseiller Municipale Délégué  
Jean-Philippe PINARD

Notifié le :  
Affiché le :

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.